

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Canada

Une publication du SER d'Ottawa
Semaine du 23 janvier au 30 janvier

Focus – La réunion des premiers ministres des provinces et territoires du Canada avec Mark Carney



Crédit : Adrian Wyld, La Presse canadienne.

Les premiers ministres du Canada, des provinces et des territoires se sont réunis jeudi dernier. Le bilan des politiques économiques canadiennes et leurs évolutions futures a constitué le sujet central des échanges. Face aux tensions commerciales avec les États-Unis, premier partenaire commercial du Canada, les premiers ministres se sont entendus sur deux priorités économiques : diversifier les partenariats commerciaux internationaux du Canada et améliorer la compétitivité du pays. Cela se traduit par le lancement d'un Carrefour de commerce de *l'Equipe Canada*, qui vise à améliorer la coordination des efforts de diversification des marchés à l'exportation et provoquer des flux d'IDE entrants plus importants pour les provinces. Un soutien aux secteurs les plus touchés par la guerre commerciale est également prévu, notamment l'acier, l'aluminium ou encore l'automobile. Ces initiatives s'inscrivent dans la continuité des efforts déjà engagés, avec près de 20 missions commerciales menées récemment et 12 accords commerciaux signés par le gouvernement fédéral. Outre l'orientation internationale, les discussions ont également porté sur la poursuite de la libéralisation du commerce intérieur. Les ministres sont convenus d'élargir le périmètre de l'Accord de reconnaissance mutuelle du Canada, afin d'étendre la libre circulation des biens et des services entre les provinces à des domaines comme l'habitation et la construction, mais aussi l'agroalimentaire.

Actualités

macroéconomiques

Le FMI estime que le PIB réel canadien pourrait croître de 7% sans barrières interprovinciales

Un rapport du Fonds monétaire international (FMI) indique que le PIB réel canadien pourrait croître de presque 7 % si le pays éliminait complètement les obstacles au commerce interprovincial. Ces barrières internes, équivalentes selon le FMI à un droit de douane moyen d'environ 9 %, freinent le mouvement des biens, des services et de la main-d'œuvre entre provinces, surtout dans les services, où les coûts peuvent dépasser 40 %. L'abolition de ces restrictions favoriserait la productivité, la concurrence, l'innovation et l'accès aux marchés, avec des gains particulièrement importants pour les petites provinces, mais très significatifs également pour les grandes en raison de leur poids économique. Les consommateurs canadiens seraient également parmi les bénéficiaires de ces ouvertures.

Mark Carney bonifie l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels

Le premier ministre M. Carney a dévoilé de nouvelles mesures pour aider les Canadiens à faire face à la hausse des coûts du panier d'épicerie et des produits essentiels. Anciennement appelé « crédit pour la taxe sur les produits et services », le gouvernement renomme ce crédit « Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels » et l'accroît de 25% pendant 5 ans à partir de juillet 2026. De plus, le gouvernement offre un versement unique équivalent à une augmentation de 50% cette année. 12 millions de canadiens devraient bénéficier de cette mesure.

Le Canada pourrait compter plus de 57 M d'habitants en 2075

Statistique Canada a publié une nouvelle édition des projections démographiques pour le Canada entre 2025 et 2075. Dans un contexte de changements démographiques rapides (modification récente des politiques d'immigration, taux de fécondité historiquement bas), Statistique Canada

estime cependant que la population canadienne continuera de croître pour se situer entre 44 et 75,8 M d'habitant en 2075, contre 41,7 M actuellement. Selon le taux d'accroissement moyen, la population canadienne atteindrait 57,4 M d'habitants en 2075. Les poids démographiques de la Nouvelle-Ecosse, de Terre-Neuve-et-Labrador et du Québec au sein du Canada diminueraient entre 2025 et 2050.

La Banque du Canada maintient son taux directeur à 2,25%

La Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,25 % lors de sa première décision de politique monétaire de 2026. Selon elle, les perspectives concernant l'économie canadienne ont peu changé par rapport à la projection présentée dans le dernier Rapport de politique monétaire d'octobre mais l'imprévisibilité des politiques commerciales américaines et les risques géopolitiques fragilisent les perspectives. Le maintien du taux se justifie également au regard de l'inflation qui reste proche de la cible de 2 %.

D. Trump menace le Canada de droits de douane de 100 %

Suite à la visite en Chine de M. Carney, le Canada et la Chine ont conclu plusieurs ententes, visant notamment à réduire les droits de douane chinois sur le canola et les droits canadiens sur les véhicules électriques chinois. D. Trump a réagi à ces annonces en avertissant qu'il imposerait des droits de douane de 100% sur les produits canadiens importés aux Etats-Unis si le Canada concluait un accord de libre-échange (ALE) avec la Chine, dans un contexte où la révision du CUSMA intervient cette année. Le gouvernement canadien a précisé que le Canada ne s'engagerait pas dans la voie d'un ALE avec la Chine.

Le marché locatif canadien redevient favorable aux locataires

Après la forte augmentation des loyers qui a suivi la pandémie du Covid, les observateurs du marché immobilier affirment que le marché est plus favorable aux locataires dans un contexte général de baisse des prix, de hausse des taux d'inoccupation et d'incertitude généralisée. La concurrence entre propriétaires sur le marché locatif serait plus forte, ce qui entraînerait une baisse des prix. Cette tendance devrait se poursuivre

pendant une grande partie de l'année 2026, d'autant que la construction de logements locatifs a été forte en 2025. Cependant, les préoccupations liées à l'accessibilité demeurent : au niveau national, les loyers demandés restent environ supérieurs de 14% par rapport à la période prépandémique.

Entreprises

Cyclic Materials lève 75 M USD pour accélérer le recyclage des terres rares à l'échelle mondiale

Cyclic Materials, une entreprise cleantech canadienne, a levé 75 M USD en financement Série C pour accélérer le déploiement mondial d'infrastructures de recyclage des terres rares. Cette levée, menée par T. Rowe Price avec la participation du Canada Growth Fund, permettra à Cyclic Materials d'étendre ses opérations aux États-Unis et en Europe, tout en renforçant ses activités de R&D à Kingston (Ontario). Le but est de créer une chaîne d'approvisionnement locale et résiliente en éléments critiques pour l'IA, la défense, la robotique et l'électrification, via le recyclage d'aimants et de déchets de production.

Uber s'associe à la startup canadienne Waabi pour déployer une flotte de robotaxis autonomes

Uber investit massivement dans la startup Waabi, basée à Toronto, en participant à une levée de fonds qui valorise l'entreprise à environ 3 Mds USD. L'accord prévoit qu'Uber injecte jusqu'à 500 M USD supplémentaires pour accélérer l'intégration de technologies *robotaxi* sur sa plateforme, avec l'objectif de déployer au moins 25 000 véhicules autonomes équipés par Waabi.

Calian lance une initiative de 100 M USD pour stimuler l'innovation de l'industrie de défense canadienne

Calian Group a annoncé une initiative stratégique mobilisant 100 M USD via Calian VENTURES pour stimuler le développement de capacités de défense souveraines au Canada. Ce financement vise à aider partenaires et PME à accéder à un réseau de laboratoires régionaux et à accélérer l'innovation dans des domaines tels que les systèmes de commandement, les technologies autonomes et l'espace, renforçant la sécurité nationale.

L'Ontario accueille un investissement manufacturier de 85 M USD de Massilly Amérique du Nord

Le gouvernement de l'Ontario a sécurisé un investissement de 85 M USD de Massilly North America Inc. pour bâtir une nouvelle installation de fabrication de boîtes de conserve alimentaires à Brantford. Ce projet maintient 278 emplois et la création de 50 nouveaux postes, tout en rapatriant des lignes de production essentielles en Ontario. Effet indirect des droits de douane mis en place par les États-Unis, cet investissement réduit la dépendance du Canada aux emballages importés et renforce la résilience des chaînes d'approvisionnement locales.

Les évènements du mois de février

11-12 février : CanREA's Operators Summit, Toronto

L'*Operator Summit* est un important évènement consacré à l'exploitation et à la maintenance des sites d'énergies renouvelables et de stockage d'énergie au Canada.

Lien vers l'évènement : [inscription](#)

16 février : Forum Réussir au Canada / Opportunités France–Canada au Sénat, Paris

Le Palais du Luxembourg accueillera le 16 février 2026 le forum *Réussir au Canada*, une plateforme d'échanges et de partenariats franco-canadiens dédiée à la croissance et à l'implantation des entreprises françaises sur le marché canadien.

Lien d'inscription : [Business France et CCI France International : Forum Réussir au Canada](#)

18 février : Table ronde avec la Banque Royale du Canada, Vancouver

Cette table ronde réunit des dirigeants de haut niveau et ambitionne d'échanger sur les signaux économiques et géopolitiques influençant les relations commerciales entre la France et le Canada, et d'autres sujets encore.

Lien d'inscription : [Table ronde avec la Banque Royale du Canada](#)

18-20 février : Quantum Days, Victoria

Évènement de référence sur l'écosystème des technologies quantiques, les *Quantum Days* sont dédiées aux avancées scientifiques, les applications industrielles et les enjeux stratégiques du calcul quantique.

Lien vers l'évènement [inscription](#) – avant le 4 février.

26 février : CXO Rendez-Vous, Toronto

Le Rendez-Vous CXO de la FCCCO accueillera Sanjay Tugnait, président et directeur général de Fairfax Digital Services, qui partagera son expérience et ses points de vue sur le leadership, l'innovation et la transformation numérique au Canada.

27 février : Club Agro, Ambassade de France à Ottawa

Animé par le SER d'Ottawa, le Club Agro Canada est un forum d'échanges, regroupant des représentants d'institutions et d'entreprises françaises du secteur agroalimentaire qui opèrent au Canada. Cette rencontre sera consacrée aux perspectives de deux accords de libre-échange majeurs du Canada, le CUSMA et le CETA.

1-4 mars : Convention annuelle de la Prospectors & Developers Association of Canada (PDAC), Toronto

Le PDAC est le principal rendez-vous international de l'industrie minière. Exploration, financement, innovation, durabilité et minéraux critiques – toutes les verticales de cette industrie seront représentées, avec plus de 27 000 participants attendus. La France sera visible par l'organisation d'un évènement dédié aux enjeux miniers le 1^{er} mars après-midi, et à travers un Espace France organisé par Business France et regroupant une dizaine d'entreprises françaises du secteur. Pour plus d'informations sur le PDAC: [PDAC | Convention - 2026](#)

Les résultats économiques de la semaine passée

Indicateur	Valeur
Produit Intérieur Brut réel par industrie (Novembre)	+0,0%

L'agenda économique de la semaine prochaine

Indicateur	Date de publication
Stocks des principales grandes cultures (Décembre)	6 février
Enquête sur la population active (Janvier)	6 février

Principaux indicateurs statistiques

Indicateur	Dernière mesure	Valeur du mois n	Valeur du mois n-1	Variation
Taux d'inflation calculé en glissement annuel	Décembre 2025	+2,4%	+2,2%	+0,2 pt
Indice des prix des produits industriels (IPPI) en glissement mensuel	Novembre 2025	+0,9%	+1,7%	-0,8 pt
Balance commerciale de biens (désaisonnalisée)	Novembre 2025	-2,2 Mds CAD	-395 M CAD	-1,8 Md CAD
Balance commerciale des services (désaisonnalisée)	Novembre 2025	19 Mds CAD	-20 Mds CAD	-1 Md CAD
Taux de chômage	Décembre 2025	6,8%	6,5%	+0,3 pt
Commerce de gros calculé en glissement mensuel	Novembre 2025	84,1 Mds CAD	86 Mds CAD	-1,9 Md CAD
Commerce de détail calculé en glissement mensuel	Novembre 2025	70,4 Mds CAD	69,4 Mds CAD	+1 Md CAD
Taux de change EUR/CAD	Janvier 2026	1,6172	1,6162	+0,001
Taux de change USD/CAD	Janvier 2026	1,3778	1,3802	+0,0024

Quelques notes du mois de janvier

Le secteur pétrolier canadien à l'heure des événements au Venezuela



Crédit : GETTY IMAGES / JESUS VARGAS

Quatrième producteur mondial de pétrole brut, le Canada exporte près de 80% de sa production, très majoritairement vers les Etats-Unis. Ce pétrole est raffiné majoritairement dans le Midwest mais également dans une moindre mesure dans les raffineries du Golfe du Mexique, où il se trouvera potentiellement en concurrence avec les importations de brut lourd vénézuélien.

Le brut lourd canadien est compétitif et fiable, et les filières canadiennes et américaines sont très intégrées, ce qui est un facteur de stabilité du marché. Il existe une certaine flexibilité sur la diversification à l'export du pétrole canadien (notamment vers l'Asie), mais elles sont relativement faibles à court terme. Le contexte vénézuélien accroît la pression sur le Canada pour diversifier ses exportations hors des Etats-Unis, ce qui pourrait notamment conduire à l'accélération des projets logistiques, notamment de nouveaux pipelines.

Inventaire québécois des émissions de GES 2023 et report de l'objectif de réduction



Selon le dernier bilan officiel des émissions de gaz à effet de serre (GES) du Québec publié le 19 décembre 2025, la province a réduit ses émissions de 8,5 % entre 1990 et 2023, une performance modeste par rapport à l'Union européenne (la France a par exemple enregistré une réduction de -31 % sur la même période). Après deux années de hausses consécutives en 2021 et 2022 (effet de rebond post pandémie), les émissions de GES ont reculé de 1,4 % en 2023 par rapport à 2022 pour atteindre 78,0 millions de tonnes équivalent CO₂ (Mt éq. CO₂). La plus grande part des émissions québécoises continue de provenir du secteur des transports (44,8 %) et principalement du transport routier dont les émissions ont augmenté de 25,2 % entre 1990 et 2023. Atteindre le niveau de réduction des émissions de 37,5 % par rapport à 1990 d'ici 2030 semble désormais hors de portée. Alors que cet objectif fixé par décret en 2015 devait être révisé, le ministre de l'Environnement, Bernard Drainville, a décidé de mettre en place une nouvelle cible « ambitieuse et réaliste », qui tienne compte de la fragilisation de l'économie en raison des tensions commerciales avec les États-Unis. Le gouvernement du Québec a ainsi annoncé le 22 janvier qu'il maintenait sa cible de réduction des GES de 37,5 % sous le niveau de 1990, mais qu'il ajustait l'échéance de réalisation à 2035 (décalage de 5 ans).

Les événements du SER en janvier

Mission du SER au Nouveau-Brunswick



Le Service économique régional s'est déplacé en fin de mois de janvier au Nouveau-Brunswick, au côté du Consulat général de France dans les Provinces atlantiques, basé à Moncton. La délégation française a ainsi pu participer à plusieurs séquences à caractère institutionnel et économique. À Fredericton, un déjeuner à la Résidence de la Lieutenant-Gouverneure, l'Hon. Louise Imbeault,

en présence de plusieurs ministres économiques, ainsi qu'une invitation participation au à la cérémonie de discours sur l'état de la province par la Première ministre, l'Hon. Susan Holt, ont été des temps forts, complétés par des visites d'entreprises ou d'organismes, dont Thales Canada et Opportunités NB, suivi d'une réception avec le Cercle des décideurs francophones de Fredericton. A Moncton et Dieppe, le Chef du service économique régional a pu échanger avec des experts économiques, comme les Professeurs Pierre-Marcel Desjardins, économiste, et Francis LeBlanc, « Vice-recteur adjoint de l'Université de Moncton, ainsi qu'avec des dirigeants d'entreprises et d'institutions économiques. Le déplacement s'est conclu à la Résidence du Consul général par un entretien avec des chefs d'entreprises français du Grand Moncton.

Mission du SER à Montréal



Magali Depras, présidente de la CCIFC Montréal

Le Service économique régional a assisté à la cérémonie de vœux de la Chambre de commerce et d'industrie française au Canada (CCIFC Montréal), une réunion rassemblant près de 300 acteurs de la communauté d'affaires franco-canadienne de la région. En présence du Chef du service économique régional et du Chef de l'antenne à Montréal du SER d'Ottawa, ce déplacement a permis d'aller à la

rencontre et d'échanger avec de nombreux responsables industriels, financiers et commerciaux, au cœur du dynamisme de l'écosystème économique français à Montréal et au Québec.